

**Dossier no. 137**

# **Les leçons tirées du travail de gestion des conflits dans l'ensemble Karimojong**

**Sous la direction de  
Richard Grahn**

Mars 2005



**International  
Institute for  
Environment and  
Development**

Programme Zones Arides



# Les leçons tirées du travail de gestion des conflits dans l'ensemble Karimojong

Sous la direction de  
**Richard Grahn**

En collaboration avec Darlington Akabwai, Peter Gathuru,  
Tim Leyland et Andy Catley.  
Edition technique : Cathy Watson

**Dossier no. 137**

## Remerciements

Ce document est le produit d'un programme financé par le Ministère britannique pour le développement international (DFID) et le Bureau régional de soutien au développement économique (REDSO) de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Les opinions exprimées ici ne sont pas nécessairement celles de l'Union Africaine/Bureau inter-africain pour les ressources animales (AU/IBAR), de DFID ou de l'USAID.

La terminologie et la présentation des données adoptées dans ce document ne reflètent pas l'opinion d'AU/IBAR ou d'une autre structure concernant le statut légal de tout pays, territoire, de toute ville ou de ses zones dépendantes ou la délimitation de ses frontières.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site [www.cape-ibar.org](http://www.cape-ibar.org) ou contacter AU/IBAR :

Union Africaine/IBAR  
PO Box 30786, Nairobi, Kenya  
[capeinfo@au-ibar.org](mailto:capeinfo@au-ibar.org)  
Tél. : + 254 (0)20 226 447  
Fax : + 254 (0)20 212 289

### **A propos de l'auteur**

**Richard Grahn** est spécialiste de l'élaboration de politiques et programmes dans les milieux arides et semi-arides. En partenariat avec AU/IBAR et avec le soutien financier de DFID et USAID, il a pris part à un programme de travail de terrain et portant sur les politiques au Kenya, en Ouganda, dans le sud du Soudan et en Ethiopie au cours des deux ans et demi écoulés. La gestion des conflits, la diversification des moyens de subsistance et l'interface entre les systèmes de gouvernance traditionnels et modernes comptent également parmi ses domaines d'intérêt. Les autres contributions à ce dossier émanent de membres du personnel d'AU/IBAR. Pour toute information, vous pouvez contacter Richard Grahn par email : [richard@grahn.net](mailto:richard@grahn.net)

## Liste des sigles et abréviations

AU	Union Africaine ( <i>African Union</i> )
AU/DREA	Conseil d'administration de l'Union Africaine pour l'Économie Rurale et l'Agriculture ( <i>Directorate for Rural Economy and Agriculture</i> )
AU/IBAR	Bureau inter-africain pour les ressources animales ( <i>Inter-African Bureau for Animal Resources</i> )
AU/PSD	Département pour la paix et la sécurité de l'Union africaine ( <i>Peace and Security Department</i> )
CAHW	Agents locaux de santé animale ( <i>Community-based Animal Health Workers</i> )
CAPE	Santé animale communautaire et épidémiologie participative ( <i>Community-based Animal health and Participatory Epidemiology</i> )
CATS	Système de repérage de conflit et d'activité ( <i>Conflict and Activity Tracking System</i> )
CDTF	Fonds de développement communautaire de l'Union Européenne ( <i>European Union Community Development Trust</i> )
CEWARN	Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits ( <i>Conflict Early Warning mechanism</i> )
CEWARU	Unité d'alerte précoce composée de plusieurs acteurs clefs ( <i>Conflict Early Warning Unit</i> )
DFID	Ministère britannique pour le développement international ( <i>Department for International Development</i> )
DPDC	Comité de paix et de développement du district ( <i>District Peace and Development Committee</i> )
IGAD	Autorité intergouvernementale sur le développement ( <i>Intergovernmental Authority on Development</i> )
ITDG	Groupe de développement des technologies intermédiaires ( <i>Intermediate Technology Development Group</i> )
NSCCM	Comité national de pilotage de suivi de la gestion des conflits ( <i>National Steering Committee on Conflict Management</i> )
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
REDSO	Bureau régional de soutien au développement économique ( <i>Regional Economic Development Services Office</i> )
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

# Table des matières

<b>1. Introduction</b> .....	1
<b>2. Contexte</b> .....	3
2.1 L'ensemble Karimojong	3
2.2 AU/IBAR et ses programmes	6
2.3 Les trois phases du projet	6
<b>3. Phase 1 : Réunions d'harmonisation des frontières et démarrage des efforts de gestion des conflits au sein d'AU/IBAR</b> .....	8
3.1 Activités de la Phase 1 (milieu des années 1990 à 2000)	8
3.2 Principales innovations et leçons apprises pendant la Phase 1	9
<b>4. Phase 2 : Consolidation de la paix entre les Turkana et leurs voisins</b> .....	14
4.1 Innovations clefs et leçons apprises durant la Phase 2	15
4.2 Défis et contraintes pendant les Phases 1 et 2	18
<b>5. Phase 3 : Vers une définition de politique</b> .....	21
5.1 Activités de la Phase 3 (mi-2003 – début 2005)	21
5.2 Leçons apprises durant la Phase 3	22
<b>6. Le programme futur de consolidation de la paix et de gestion des conflits</b> .....	28
<b>Bibliographie</b> .....	30

# 1. Introduction

Cette étude décrit les changements intervenus durant le projet de gestion des conflits dans l'ensemble Karimojong<sup>1</sup> initié par le Bureau inter-africain pour les ressources animales (AU/IBAR), une agence technique spécialisée du conseil d'administration de l'Union Africaine pour l'Économie Rurale et l'Agriculture (AU/DREA). Son mandat est d'appuyer et d'améliorer la santé et la production animales en Afrique.

Le travail d'AU/IBAR sur la gestion des conflits est le fruit d'interventions vétérinaires visant à éradiquer la peste bovine<sup>2</sup> en créant un système communautaire de santé animale durable dans les zones à prédominance pastorale dans la Corne de l'Afrique. Ce document traite des processus qui ont donné naissance à ce projet en les situant dans un environnement politique et institutionnel au sens large du terme. Le document décrit surtout les raisons qui ont amené à recentrer l'objectif du projet, ainsi que les différentes potentialités et contraintes rencontrées durant la période 1998-2005. Il vient ainsi en complément aux autres produits analytiques et pratiques du projet, y compris deux évaluations antérieures (Waithaka 2001, Minear 2002) et une évaluation complète d'impacts réalisée en 2004 (AU/IBAR 2004a). AU/IBAR a également établi séparément une documentation des méthodologies employées (AU/IBAR 2005a) et une analyse de la situation de conflit dans l'ensemble Karimojong (AU/IBAR 2005b). De ce fait, il offre une perspective du projet plus complète, plus large et plus adaptée à son contexte, avec comme objectif de compléter les documents plus focalisés sur les aspects pratiques.

En publiant cette évaluation, AU/IBAR espère contribuer aux débats entre communautés soucieuses de consolider la paix dans la région, et de façon plus large s'appuyer sur l'expérience d'Oxfam GB, du Groupe de développement des technologies intermédiaires (ITDG) et d'autres qui ont mis à disposition les documents des leçons apprises à partir des expériences de terrain de consolidation de la paix.

---

1. Le terme anglais "Karimojong Cluster" n'ayant pas d'équivalent exact en français, nous le traduisons par "ensemble Karimojong" pour désigner à la fois les populations et l'aire géographique concernées.

2. La peste bovine est une maladie virale aiguë et très contagieuse affectant le bétail, généralement fatale et pouvant décimer les troupeaux à une vitesse étonnante.

Le document commence par présenter l'ensemble Karimojong et le projet AU/IBAR de gestion des conflits. Il s'articule ensuite autour des trois phases principales du projet, et présente les leçons apprises de chacune.

## 2. Contexte

### 2.1 L'ensemble Karimojong

L'ensemble Karimojong est situé dans les plaines isolées entourant la frontière entre le nord-ouest kenyan, le nord-est ougandais, le sud-est soudanais et le sud-ouest éthiopien. Ayant reçu son nom de la tribu Karimojong de l'Ouganda mais comprenant 14 autres groupes ethniques liés sur les plans linguistique et culturel,<sup>3</sup> l'ensemble Karimojong comprend essentiellement des pasteurs semi-nomades et des agro-pasteurs. La population totale dépasse un million d'habitants, bien qu'il n'existe pas de données récentes. Les principales agglomérations sont celles de Moroto (Ouganda), Lodwar et Lokichoggio (Kenya), et Omorate (Ethiopie), qui sont pour la plupart à plus de deux jours de voiture de leurs capitales respectives.

La majeure partie du Karimojong va de zones extrêmement arides à semi-arides, recevant 300 mm de précipitations ou moins par an. Les précipitations sont saisonnières et très variables en volume, distribution et moment. Les communautés d'éleveurs de cette zone ont développé des stratégies très sophistiquées pour réduire les risques très élevés inhérents à un tel environnement marginal. Ces stratégies incluent les déplacements saisonniers, la gestion partagée des troupeaux, l'élevage de plusieurs espèces bovines, la garantie de la sécurité alimentaire et des revenus par la culture à petite échelle du sorgho pluvial, la pêche, le commerce, la chasse et la collecte de fruits. Des périodes de difficultés saisonnières aiguës font partie des cycles de sécheresse annuelle ou à long terme de l'ensemble Karimojong. Des systèmes de gestion des

---

3. Il n'existe pas d'accord précis stipulant quels groupes ethniques appartiennent à l'ensemble Karimojong. Des frontières peuvent être tracées selon la langue, la culture, le degré de pastoralisme ou d'autres critères tels que le lieu de résidence. Nous comptons comme membres 13 groupes séparés, dont 11 ont traditionnellement parlé la langue "Karimojong" et partagé sa culture, et deux autres ont assimilé des parties de cette culture. Les "vrais Karimojong" (résidant à Karamoja, Ouganda) sont composés des Pian, Matheniko, Bokora et de plusieurs sous-groupes plus restreints. Les autres groupes ethniques de l'ensemble partageant des pratiques sociales avec les Karimojong sont les Jie, Dodoth, Tepeth, Toposa, Nyang'atom (également connus comme Dongiro), Merille (également connus comme Dassenetch ou Geleb) et les Turkana. Les Pokot (appelés Upe en Ouganda) et les Didinga parlent des langues dérivées du Kalenjin mais il sont intégrés économiquement et socialement aux groupements de l'ensemble Karimojong. Un autre terme employé par des anthropologues pour cet ensemble est l'Ateker.



ressources naturelles et d'organisation sociale se sont par conséquent développés pour répondre aux aléas climatiques et sont généralement basés sur un droit foncier commun dans le but d'une utilisation efficiente des ressources disponibles, surtout pour l'élevage.

Les mythes d'origine des Turkana remontent à un démembrement de la communauté Jie le long du fleuve Tarach (Soper 1985). La communauté Turkana est supposée avoir migré vers le sud dans l'actuel ensemble Karimojong dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle. Les données disponibles indiquent qu'à partir de cette date (et peut-être bien avant) les relations entre les différents groupes ethniques du Karimojong ont varié entre des positions comprenant la paix négociée lors des tensions, et des conflits et hostilités ouverts. Le processus de la formation et de la décomposition des identités ethniques n'a pas été toujours statique : par exemple l'évolution identitaire distincte des Bokora, des Pian et des Matheniko et d'autres ethnies de l'identité commune Karimojong illustre bien la manière dont les identités ethniques continuent de changer, dans ce cas précis à travers un processus de fragmentation (Dyson-Hudson 1966, Soper *ibid*).

La nature marginale de l'environnement et la très grande variabilité de la quantité et la distribution de la pluviométrie font que les zones tampon entre les différentes ethnies changent toujours en fonction de la disponibilité de pâturages et d'eau. L'accès à ces ressources clefs a toujours été traditionnellement négocié par les aînés et a souvent été le sujet de violentes hostilités entre communautés. Les razzias traditionnelles se faisaient par des groupes de plusieurs centaines de jeunes qui attaquaient les fermes et capturaient des troupeaux d'animaux, attaques qui étaient approuvées rituellement et politiquement par les aînés de leur communauté. Cependant, la nature des conflits dans le Karimojong a changé durant les décennies récentes en raison de l'afflux de petites armes venant des conflits des pays voisins, particulièrement les guerres civiles prolongées au Soudan et en Somalie. Beaucoup de conflits actuels impliquent le "vol" (différent de la razzia) d'animaux, organisé communément par des petits groupes de malfaiteurs avec des armes automatiques comme l'AK 47. Cela conduit à une intensification des hostilités, aux meurtres de vengeance, aux attaques et autres incidents.<sup>4</sup>

---

4. Pour une plus ample description des motifs de conflits et de la dynamique de l'ensemble Karimojong, voir AU/IBAR (2005b).

Depuis la période coloniale, les communautés du Karimojong ont été au mieux marginalisées, et délibérément minimisées au pire, par les programmes de développement et dans les prises de décisions politiques. Par exemple, les chances de marchander le bétail restent limitées avec des restrictions en force sur les mouvements du bétail qui datent encore de l'époque coloniale. Cette marginalisation continue, malgré quelques progrès au Kenya où il y a une meilleure compréhension du "nouveau courant de pensée" sur la mobilité pastorale qui avait émergé durant les années 1980. Des institutions telles que le projet de gestion des ressources des terres arides au sein même de la présidence, censées être plus progressives en matière de pastoralisme, ont ainsi été créées. La représentation politique est de qualité très variable dans chacun des pays de l'ensemble Karimojong, conduisant à une absence d'arguments convaincants en faveur de la viabilité du pastoralisme et des mécanismes pour assurer que les politiques du gouvernement prennent en compte leurs besoins.

**Figure 1. Carte de l'ensemble Karimojong**



Source : USAID

## 2.2 AU/IBAR et ses programmes

AU/IBAR fait partie d'AU/DREA, l'un des huit départements de l'AU. Le programme de Santé animale communautaire et d'épidémiologie participative (CAPE)<sup>5</sup> au sein d'AU/IBAR travaille sur les conflits pastoraux dans l'ensemble Karimojong depuis 1999.

L'engagement du CAPE dans la gestion des conflits s'est développé face aux défis posés par les conflits et l'insécurité qui entravent la prestation de services de santé animale aux communautés pastorales de l'ensemble Karimojong. Cet engagement a été appuyé par la création d'un vaccin thermostable contre la peste bovine, qui a réduit les besoins d'une chaîne du froid, et surtout par l'introduction des principes du développement participatif qui ont conduit à l'établissement de systèmes de prestation de services de santé animale communautaires dans la majeure partie de la Corne de l'Afrique depuis les années 1980. Ces systèmes se sont avérés être un mécanisme utile pour vacciner le bétail contre la peste bovine dans les régions éloignées, exposées aux conflits. Ainsi par exemple, la peste bovine a pu être contrôlée à Karamoja en Ouganda et Turkana au Kenya grâce à la vaccination depuis 1998. Fort de ces expériences, AU/IBAR a œuvré pour la mise en place de systèmes de prestation de services de santé animale communautaires durables par la promotion de la politique du gouvernement dans la reconnaissance, la réglementation et la privatisation de tels systèmes.<sup>6</sup> Cependant, il est devenu de plus en plus apparent que les conflits et l'insécurité sont des contraintes majeures à la prestation de services de santé animale communautaire et à l'élevage même en tant que moyen d'existence dans tout l'ensemble Karimojong.

## 2.3 Les trois phases du projet

Le travail d'AU/IBAR entre 1998 et 2005 peut être divisé en trois phases, chacune ayant ses accents propres et des points d'apprentissage clef. Ces derniers sont plus facilement perçus de façon rétrospective, car à l'époque, l'évolution du projet était liée en majeure partie à la contestation des frontières, ainsi qu'aux leçons apprises et à la flexibilité requise par l'expérience. Ces phases et accents sont présentés de façon simplifiée dans le tableau ci-dessous.

---

5. Financée par DFID.

6. Voir par exemple Catley *et al.* (2002).

La Phase 1, des années 1995 environ jusqu'en 2005, a commencé en mettant l'accent sur l'installation de systèmes de prestation de services de santé animale puis sur la gestion des conflits. Les activités ont compris l'établissement de systèmes de prestation de services de santé animale basés dans la communauté et des campagnes de vaccination contre la peste bovine entreprises dans la partie la plus septentrionale de Turkana et auprès de la communauté voisine des Toposa dans le sud du Soudan. Les activités de gestion des conflits étaient introduites vers la fin de la phase.

Pendant la Phase 2, de la mi-2000 à la mi-2003, l'accent d'AU/IBAR portait sur la mise en œuvre de la gestion communautaire des conflits dans la plaine du Karimojong. Durant cette période très chargée, beaucoup de réunions restreintes ont été tenues, un grand nombre d'activités sur le terrain furent réalisées et des méthodologies développées, y compris des méthodes de participation des femmes pasteurs, permettant de travailler au-delà des frontières internationales et d'inclure les aînés des communautés.<sup>7</sup>

La Phase 3 était plutôt réflexive et évaluative de nature. Commencée à la mi-2003, elle se poursuit encore et se caractérise par deux étapes principales : une plus grande réflexion sur les leçons apprises ; et une plus grande attention aux processus de changement politique et institutionnel.

**Figure 2. Les trois phases principales du travail d'AU/IBAR sur les conflits**

Phase	Dates	Accent sur...	Activités clés
1	1995-2000	Vétérinaires professionnels Fonctionnaires Aînés/décideurs	Campagnes vétérinaires Santé animale communautaire Début de gestion des conflits Ateliers de dialogue communautaire Campagnes d'harmonisation des frontières
2	2000-2003	Aînés Elus de district et nationaux Femmes Communautés	Réunions des aînés pour la paix Rencontres transfrontalières Mouvements de femmes pour la paix Comités de paix
3	Depuis 2003	Communautés Décideurs Organisations partenaires	Etude genre Etudes d'impact 3 méthodes d'apprentissage Travail accru sur les politiques de conflits

7. Ces méthodologies ont été documentées dans AU/IBAR (2005a) et dans IIRR and Acacia Consultants (2004).

## **3. Phase 1 : réunions d'harmonisation des frontières et démarrage des efforts de gestion des conflits au sein d'AU/IBAR**

### **3.1 Activités de la Phase 1 (milieu des années 1990 à 2000)**

Au début de la Phase 1, le travail d'AU/IBAR s'est concentré sur la création de systèmes de prestation de services communautaires en santé animale pouvant appuyer l'éradication de la peste bovine. Comme mentionné ci-dessus, le développement d'un vaccin thermostable a permis à la campagne de lutte contre la peste bovine de pénétrer les régions pastorales ayant une infrastructure physique pauvre et une présence limitée de professionnels vétérinaires. En même temps, AU/IBAR développait, comme d'autres structures, une approche participative en matière de santé animale, y compris la formation d'agents locaux de santé animale (CAHW), pour prévenir et traiter une gamme limitée de problèmes de la santé animale. Les CAHW vivent et travaillent dans leurs communautés en pratiquant leurs compétences sous la surveillance d'auxiliaires de la santé animale et de vétérinaires privés.

Vers la fin des années 1990, AU/IBAR recommandait ces systèmes communautaires au gouvernement et développait leur autonomie financière. Les CAHW étaient liés aux fournisseurs de médicaments, si possible à travers des vétérinaires (qui avaient cependant tendance à s'établir dans les régions agricoles plus productrices et rentables qui sont d'ailleurs mieux servies en services vétérinaires et moins affectées par l'insécurité persistante des régions plus arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique).

Les systèmes de prestation de services communautaires en santé animale ont été perçus par les pasteurs comme un moyen de faire face à de nombreux problèmes de maladie dont la peste bovine n'est qu'un seul aspect. Dans le district de Turkana au Kenya, les pasteurs ont apprécié l'aspect consultatif de l'initiative AU/IBAR aussi bien que les avantages tangibles qu'il leur a apportés. A travers la formation des CAHW et la mobilisation pour les vaccinations contre la peste bovine, le personnel vétérinaire de terrain d'AU/IBAR a développé des liens proches avec la communauté pastorale, en particulier avec les chefs traditionnels tels que

les "aînés", les "voyants" et les "généraux" qui sont le plus souvent laissés de côté par les projets de développement et les structures gouvernementales. A cause de ces rapports, les chefs pastoraux Turkana ont partagé leurs inquiétudes avec le personnel d'AU/IBAR sur les conflits et les impacts du projet quant à la durabilité des services de santé vétérinaires.

C'est en travaillant et répondant aux besoins de ces chefs traditionnels que le programme de gestion des conflits a été développé. Cela a commencé avec plusieurs ateliers de débats avec la communauté sur la "Campagne d'harmonisation des frontières", conçue pour améliorer les systèmes de distribution de la santé animale communautaire et pour contrôler l'expansion de la peste bovine au Turkana. Les réunions portaient sur les régions frontalières et les voisins des Turkana en Ouganda et en Ethiopie. Initialement, elles concernaient principalement les administrateurs des districts voisins. Cependant, la cible du programme a changé pour inclure les aînés pour la première fois en avril 1999, et progressivement les réunions ont été étendues aux conflits, un changement radical dans les pratiques en cours.<sup>8</sup>

## **3.2 Principales innovations et leçons apprises pendant la Phase 1**

### **Le rôle des leaders traditionnels dans la gestion des ressources naturelles et des conflits**

Le leadership chez les pasteurs (en particulier les Turkana et autres communautés Karimojong) peut paraître relativement difficile à identifier et catégoriser pour les étrangers, en partie par la nature mobile même des groupes de transhumance. Les réunions sur l'harmonisation des frontières ont révélé que les aînés<sup>9</sup> sont des chefs d'opinion incon-

---

8. Les réunions étendues de l'harmonisation des frontières étaient financées par les services régionaux de développement économique (REDSO) de l'USAID, avec un appui additionnel du Fonds de développement communautaire de l'Union Européenne (CDTF).

9. Le rôle des aînés varie. Il englobe un éventail de relations sociales comprenant le droit de regard sur des pratiques et valeurs traditionnelles. Des organisations modernes externes, telles que la police ou l'armée, pourraient percevoir les aînés comme une force réactionnaire, ou comme posant un défi à leurs propres forme et sphère d'autorité. Cependant, les aînés retiennent toujours un degré élevé d'influence dans plusieurs domaines comme la politique. Il est arrivé que des conseillers municipaux et députés aient recherché l'appui des aînés, se rendant compte que l'influence de ces derniers sur les communautés que les élus représentent est très significative. Plusieurs aspects du pouvoir et de l'influence des aînés ne sont pas facilement identifiés par des étrangers.

tournables avec la capacité de persuader les autres membres de la communauté d'accepter ou de rejeter les interventions. Dérivant leur autorité de leur statut d'éleveurs et de gardiens du bétail respectés, de tacticiens et guerriers courageux, les opinions des aînés jouissent encore d'un poids considérable. Ils organisent l'usage journalier des pâturages disponibles et des sources d'eau, aussi bien que les migrations saisonnières vers les régions de pâturage de saison sèche (lesquels dans le cas du Turkana se trouvent souvent à cheval sur des frontières internationales). Les aînés envoient souvent des "émissaires" pour inspecter les régions distantes afin de déterminer le meilleur emplacement pour les migrations pour assurer un accès continu et adéquat à l'eau et aux pâturages durant toute l'année. Traditionnellement, ce processus de gestion de ressources naturelles est coordonné avec les autres communautés qui font aussi usage du pâturage lors de la saison sèche, à travers le conseil des aînés (*ekitoingikilok* ou "arbre à palabre"). Cela mène à un ensemble complexe de corrélations développé par les aînés individuellement lors des négociations avec l'autre partie en faveur de leurs communautés.

En matière de gestion des conflits, le rôle des aînés est non moins crucial bien que soumis aux changements socio-économiques<sup>10</sup> affectant l'ensemble Karimojong. Les aînés donnent leur bénédiction pour les razzias effectuées par les jeunes sous leur supervision ; socialement, le contrôle de ces razzias constitue un aspect important de la période pré-coloniale et immédiatement post-coloniale.<sup>11</sup> Les voyants (*ngimurok*) prédisent l'avenir en lisant à travers les entrailles, les rêves ou en jetant des sandales. Ils ont aussi le pouvoir de prévenir d'attaques ou calamités imminentes.

A travers l'interaction avec le Dr Darlington Akabwai, l'officier vétérinaire principal de terrain d'AU/IBAR au Turkana, les principaux voyants ont été convaincus d'appuyer la campagne de vaccination, par exemple en utilisant leur autorité pour détruire les mythes communément tenus au sujet de l'impact des vaccins sur les animaux (Akabwai n.d. : 7). Les mêmes acteurs ont aussi été étroitement impliqués dans la consolidation de la paix et de la réconciliation du projet. L'influence et l'autorité des voyants étaient sollicitées lors de cérémonies d'enterrement de la

---

10. Par exemple : diminution générale perceptible de l'autorité des aînés, manque croissant de respect de la part des jeunes vis-à-vis des sanctions surnaturelles traditionnelles qui sont contrôlées et invoquées par les aînés.

11. Il ne faut cependant perdre de vue que les jeunes ont toujours contesté le pouvoir des aînés (Dyson-Hudson 1966, AU/IBAR 2001c).

hache”<sup>12</sup> à Nadapal du 1 au 4 octobre, quand les pistolets, épées et couteaux ont été enterrés par les fractions des communautés Turkana comme partie de l’accord de la paix. A cette cérémonie importante, constituant même la culmination des 14 réunions antérieures de la paix, les voyants notables ont utilisé leur pouvoir pour maudire ceux qui enfreindraient le pacte de paix représenté par les armes enterrées. D’autres emblèmes de paix traditionnels mais modifiés étaient aussi présents lors du projet, y compris l’échange d’escabeaux traditionnels entre parties en guerre (AU/IBAR 2003e ; voir aussi Somjee 1998).

### **L’*epiding* comme élément clef d’édification de la paix**

Un *epiding* est littéralement un couloir commun ou une piste. Cependant le terme est aussi utilisé pour dénoter les ressources contestées entre deux communautés et la trajectoire de ces communautés entre elles lorsque la disponibilité de ressources naturelles varie. L’une des innovations clefs d’AU/IBAR a été d’utiliser la notion de l’*epiding* comme point central de la consolidation de la paix, en réunissant les chefs traditionnels des deux (ou quelquefois plus) communautés qui partagent l’*epiding* pour dresser une carte des institutions sociales qui en gouvernent l’usage.

### **Reconnaître et travailler avec les leaders de jeunes**

La reconnaissance des jeunes hommes individuels (tirailleurs ou meneurs de groupes) qui dirigent leurs groupes d’âge a aussi été très importante dans le projet. Le travail a commencé par impliquer des jeunes comme les CAHW. Les jeunes CAHW ont pu accéder à des troupeaux éloignés et comme ils ont la confiance de leurs propres communautés, ils pouvaient

#### **Encadré 1. L’*epiding***

La notion de l’*epiding* a été utilisée pour identifier les utilisateurs de la ressource même si quelques-uns de ces utilisateurs sont saisonniers et souvent éloignés. Dans le nord du Turkana, la notion de l’*epiding* a été utilisée pour réunir des groupes de Turkana et Toposa pour faire des plans de gestion des pâturages et des sources d’eau pendant la saison sèche. Les chefs *epiding* ont été identifiés comme les acteurs clefs pour décider de la manière dont les campements d’éleveurs sous leur contrôle utilisent ces ressources. Finalement, les chefs de l’*epiding* ont décidé d’enterrer la hache comme un signe de leur engagement à la paix.

12. L’enterrement de la hache est une cérémonie traditionnelle dans des sociétés de l’ensemble Karimojong, employée pour symboliser un accord de paix entre deux communautés.



même vacciner le bétail volé que la communauté ne présenterait normalement pas pour traitement ou vaccination par le gouvernement. Quant à la gestion des conflits, les meneurs et les chefs de groupes d'âge ont une grande influence sur leurs pairs dans le maintien de la sécurité et l'organisation de razzias. Cette approche a permis de réaliser des progrès très positifs dans les régions frontalières internes telles que le Lokwamosing et le Lochuakula entre les districts Turkana et Pokot ouest. Ici les leaders de jeunes des deux communautés qui souhaitent mettre fin aux razzias persistantes ont pu organiser des patrouilles communes pour établir la sécurité et empêcher les membres de leur propre communauté de faire des attaques dans ces régions. Travailler avec de tels jeunes a apporté un progrès positif dans les régions frontalières telles qu'à Lokwamosing et Lochuakula entre les districts Turkana et Pokot. Ce processus d'identification et de mise en place d'une certaine confiance est similaire, sinon plus délicat qu'avec les aînés.

### **Le rôle clef du personnel de terrain**

AU/IBAR a appris que l'expérience, la compréhension et les rapports du personnel clef de terrain sont une composante vitale de la consolidation de la paix. Dr Akabwai, l'officier vétérinaire principal de terrain auteur de l'innovation dans la gestion des conflits au sein d'AU/IBAR, est issu du groupe ethnique Iteso d'Ouganda, mais a travaillé dans le district Turkana au Kenya pendant plus de 20 années. Les Iteso sont étroitement liés au groupe Karimojong et en comprennent donc bien la langue et la culture. Il ne faut pas surestimer l'importance de l'expérience clef d'individus particuliers comme Dr Akabwai dans le succès des opérations de paix d'AU/IBAR. Le défi est de savoir comment ces rapports personnels et ces connaissances peuvent être mis à profit dans le programme, et dans l'expansion de la couverture du projet.

### **L'importance du choix du lieu de réunion**

A partir de l'expérience des premières réunions du dialogue, il est devenu clair pour AU/IBAR que l'emplacement des réunions était vital. Les réunions initiales ont eu lieu dans les centres urbains comme Lokichoggio, Moroto et Lodwar. Bien qu'il était possible d'amener les aînés et les voyants à ces emplacements urbains, il est devenu clair qu'ils se sentaient moins à l'aise que dans leurs milieux ruraux, en partie à cause du fait que les citadins dominaient (numériquement et psychologiquement) ces réunions. A partir du moment où AU/IBAR a

transféré ces réunions en milieu rural, surtout dans les zones ayant une signification importante aux yeux des aînés, le sentiment de possession et de contrôle de ces derniers s'est vite développé. Comme il fut signalé lors des réunions avec les aînés en 1999 à Toposa et à Turkana dans le Lokichoggio, l'observation la plus significative est que les débats ont été initiés par les pasteurs eux-mêmes guidés par leurs chefs traditionnels. Aucun agent du gouvernement ou étranger n'a dû leur enseigner comment vivre en paix avec l'autre partie (AU/IBAR 1999).

Tenir les réunions sur la paix à des emplacements symboliques ou contestés s'est avéré particulièrement important. Certains emplacements comme Lokiriama à la frontière du Kenya et de l'Ouganda sont fortement associés à la paix et à la consolidation de la paix ; dans le cas de Lokiriama, il fut l'emplacement de l'enterrement de la hache en 1973 entre les fractions Matheniko et Kamatak du Turkana. Dans les autres cas, organiser des réunions dans les emplacements tels que Lochuakula sur la frontière Pokot-Turkana dans le sud du district Turkana constituait une partie du processus même de consolidation de la paix. En amenant les autorités gouvernementales, les aînés et les jeunes dans une région contestée, les responsables de l'édification de la paix peuvent sensibiliser les autorités à la signification d'un tel lieu et en même temps créer la confiance entre les aînés eux-mêmes qu'un tel emplacement peut être rendu accessible aux deux parties.

Les jeunes hommes qui suivent les troupeaux des pâturages éloignés sont le principal groupe impliqué dans les razzias et sont donc la cible ultime des efforts de paix. Cependant il a été difficile de les intégrer aux processus de paix, en partie à cause de leur éloignement (physique et psychologique) des centres urbains. Par conséquent, tenir les réunions sur la paix dans les emplacements ruraux augmente considérablement les chances d'une participation active des jeunes, souvent sous l'impulsion des aînés et des aînées, et facilite la communication rapide de messages de paix ou l'aboutissement à des résultats négociés.

## 4. Phase 2 : consolidation de la paix entre les Turkana et leurs voisins

### Encadré 2. Les activités de la Phase 2 : mi-2000 à mi-2003

Durant la deuxième phase, AU/IBAR s'est concentré sur la mise en œuvre d'activités de gestion communautaire des conflits dans le Karimojong. Le but ultime était de créer la paix entre les Turkana et leurs voisins par l'amélioration des relations entre communautés et par la facilitation d'accords de paix entre elles avec l'appui du gouvernement local.

Pendant cette période, les activités majeures menées sur le terrain furent : l'organisation d'un atelier sur l'harmonisation des frontières destiné aux femmes (mars 2001) ; un atelier pour les jeunes ; trois mouvements des femmes pour la paix (juin/juillet 2001, août 2001 et février 2002) ; et de nombreuses autres petites activités de gestion des conflits. Des méthodologies innovatrices en matière de participation des femmes (à travers les mouvements des femmes pour la paix), de dialogues transfrontaliers et de participation des aînés ont également été développées et sont détaillées ailleurs (voir AU/IBAR 2005a). AU/IBAR a aussi développé et mis en œuvre un système de suivi-évaluation<sup>13</sup> pour suivre les impacts et les niveaux de conflit.

Durant cette période, AU/IBAR a reçu l'appui financier de l'USAID pour des activités spécifiques. Cependant, à partir d'octobre 2003, DFID a fourni les fonds vitaux pour les activités de gestion des conflits dans le Karimojong, ce qui a permis au programme de se consolider et au programme de santé animale d'ouvrir le volet gestion des conflits. Ce développement important a permis au programme d'être très flexible dans le financement d'événements innovateurs tels que les mouvements des femmes pour la paix, aussi bien que le recrutement de nouveau personnel. AU/IBAR a aussi eu la chance de développer un partenariat synergique positif avec Vétérinaires Sans Frontières-Belgique pendant cette période, par lequel ces derniers ont mis des fonds à disposition d'AU/IBAR pour entreprendre des activités de paix qui avanceraient la commercialisation du bétail et la formation des CAHW. Cela a permis à AU/IBAR de s'inscrire dans les objectifs plus vastes de santé animale de la zone d'opération.

L'autre développement majeur de cette phase fut l'introduction de stratégies et de la réforme du cadre institutionnel en matière de gestion des conflits par AU/IBAR, au moment même ou plusieurs changements considérables survenaient dans la politique externe et dans l'environnement institutionnel, particulièrement les élections de 2002 au Kenya.

---

13. Système de repérage de conflit et d'activité (CATS).

## 4.1 Innovations clefs et leçons apprises durant la Phase 2

### Type de facilitation

Dans le processus d'organisation des dialogues communautaires et réunions de paix, AU/IBAR a développé un style particulier de facilitation. Basées sur les leçons apprises en Phase 1, les réunions étaient tenues aussi près que possible de la ou des région(s) en question. Des mobilisateurs locaux très respectés ont été appelés à prendre contact et à préparer les aînés et les autres participants bien avant la réunion. Au cours des réunions, ces mobilisateurs locaux agissaient comme traducteurs et interlocuteurs pour le groupe avec lequel ils étaient les plus familiers.<sup>14</sup> L'ordre du jour de la réunion était très ouvert, et on permettait aux aînés de parler de long en large sur les sujets comme ils les percevaient. Le personnel de terrain intervenait rarement, même quand les discussions s'échauffaient. Cette technique a permis aux aînés et participants d'exprimer leurs griefs contre l'un et l'autre et de préparer le terrain pour les discussions futures plus pratiques. Sur une période d'un à trois jours, à travers une technique d'incitation très modérée et par des questions, le personnel de terrain encourageait les participants à proposer leurs propres mesures et mécanismes pour résoudre le conflit. Les fonctionnaires de l'administration locale ne conduisaient pas le processus, mais étaient témoins et partie prenante à l'accord de paix, un partenariat crucial dans l'application des amendes convenues.

### *L'alogita*, mouvement de femmes pour la paix

A travers l'expérience des activités de terrain, de la recherche-action et l'organisation des réunions, AU/IBAR a découvert que les femmes pasteurs jouent un rôle considérable dans la gestion des conflits et dans l'édification de la paix. Ce rôle, communément négligé au détriment des opérations de terrain de gestion des conflits, est complexe, typiquement informel et souvent caché aux étrangers et aux autres membres des communautés non éleveurs (AU/IBAR 2003a). Les femmes peuvent inciter leurs fils et maris à faire des razzias, ou en privé les persuader à œuvrer pour la paix. Un des défis pour ceux qui travaillent avec les femmes pasteurs est de pouvoir mettre à profit ce rôle très puissant des femmes par des méthodes appropriées et efficaces.

---

14. Plusieurs de ces facilitateurs locaux ont continué en créant leurs propres organisations communautaires de base suite à leur implication au projet, y compris l'Association de jeunesse de Lokichoggio (LYAS) et l'Organisation de gestion intégrée du pastoralisme (PIMO).

*L'alogita a ng'aberu* est une institution sociale traditionnelle parmi les communautés de l'ensemble Karimojong, désignant, brièvement, "un groupe de femmes unies pour un but". Ce but peut inclure l'apaisement des mauvais esprits, la louange des aînés en échange d'animaux ou soulever des demandes ou des griefs en public. *L'alogita* fournit un forum aux femmes pour faire entendre leurs griefs en public.

Sur la base de *l'alogita*, AU/IBAR a développé la méthodologie des mouvements des femmes pour la paix. Les mouvements permettent aux femmes d'agir comme ambassadrices de paix, en portant des messages à travers chansons, poèmes, danses et paroles exécutés pour les communautés voisines. Les femmes voyagent le long de la frontière entre deux communautés en conflit. Sur le chemin, les réunions et discussions sont menées par les femmes, mais incluent aussi les aînés, les jeunes et les fonctionnaires. Ces réunions servent de multiples buts, elles ouvrent la voie à de futurs dialogues, résolvent certains griefs spécifiques associés avec les régions particulières et mobilisent le soutien pour des efforts supplémentaires.

### **Réunion de points de repère transfrontaliers**

Beaucoup de défis auxquels fait face l'ensemble Karimojong – y compris la santé animale et la commercialisation des produits animaux, l'infrastructure, et l'accès aux ressources naturelles, aussi bien que la gestion des conflits – sont de nature transfrontalière. De ce fait, il est peu probable de pouvoir résoudre le problème en ne travaillant que d'un côté d'une frontière nationale. Un défi majeur pour les organisations internationales est de pouvoir réunir plusieurs acteurs clefs ensemble par delà les frontières pour améliorer le dialogue sur les questions posées aux communautés pastorales.

Pour résoudre ce problème, et en s'inspirant des dialogues communautaires antérieurs, AU/IBAR a organisé une série de réunions de marquage des régions transfrontalières à Mbale en 2001 et Moroto en 2003.<sup>15</sup> Les réunions Mbale ont couvert toute la plaine du Karimojong, tandis que les réunions de Moroto se sont concentrées sur la frontière entre le Kenya et l'Ouganda. A chacune de ces réunions, les politiciens, les administrateurs, les ONG, les organisations de base, les aînés, les femmes et

---

15. Rapport de la réunion de Mbale, mai 2001 (AU/IBAR 2001b) ; Réunion transfrontalière de la paix de Moroto, 6-7 juin 2003 (AU/IBAR 2003).

les jeunes de chacune des communautés se sont rencontrés pour discuter ensemble des problèmes.

Il est très rare de voir un groupe si ouvert à tous les acteurs clefs se rencontrer et discuter sur pied d'égalité du futur de leurs communautés. Les réunions étaient structurées de telle sorte que les membres de la communauté pouvaient s'entretenir avec leurs députés, les fonctionnaires des communes locales et même les ministres, et leur poser directement des questions. En même temps, ils étaient capables de parler directement aux communautés avec qui ils étaient en conflit, une occasion rare. La création de ces liaisons verticales et horizontales a été une composante clef des réunions transfrontalières d'AU/IBAR.

### **L'utilisation de la vidéo**

Pendant la Phase 2, AU/IBAR a aussi exploré l'usage créatif de la vidéo dans son programme de gestion des conflits. Les enregistrements vidéo, les retransmissions et diffusions étaient utilisés de 2001 à 2004 et continuent de l'être sur le terrain au sud du Soudan. La technique principale consiste à filmer les paroles clefs et les réunions sur la paix avec une caméra Hi 8 et à les diffuser lors des réunions suivantes en utilisant un écran téléviseur et des hauts parleurs.

Cet usage de la vidéo a trois fonctions clefs. En premier, le passage des paroles et résolutions clefs agit comme un rappel puissant des engagements pris. Par exemple, l'émission vidéo *"Talking Peace"* (AU/IBAR 2001a) a capturé les résultats de la première réunion sur l'harmonisation des frontières des femmes. Cette vidéo a été montrée au cours du premier mouvement des femmes Turkana pour la paix dans les régions Toposa. Les engagements sont clairement enregistrés dans cette vidéo dans la langue vernaculaire, ce qui les rend accessibles aux femmes pasteurs illettrées d'une manière que ne pourraient jamais le faire les produits en anglais ou kiswahili.

Deuxièmement, la vidéo permet de communiquer des messages de paix d'une communauté à une autre. Par exemple, à la réunion de paix très tendue dans les plaines du Lotikipi en novembre 2002, les aînés Turkana ont demandé avec véhémence la restitution d'animaux volés par les Toposa conformément aux résolutions de la cérémonie de l'enterrement de la hache à Nadapal en octobre 2002. Une vidéo de cette réunion a été

montrée au Toposa pour leur faire comprendre alors l'urgence de la situation, puis leur propre réponse a été enregistrée et montrée aux Turkana, réduisant ainsi quelque peu la tension. De cette manière les enregistrements permettent de faire passer des messages ou des positions à négocier entre des leaders communautaires qui ne peuvent pas se rencontrer face à face pour des raisons logistiques ou de sécurité.

Troisièmement, la vidéo est aussi utilisée comme un outil de plaidoyer pour communiquer l'impact d'attaques et des conflits aux responsables politiques aux niveaux régionaux et nationaux. Par exemple, suite aux attaques graves de Kaabong en Ouganda entre le Dodoth et le Turkana en avril 2004, la vidéo a été montrée au Comité de sécurité du district Turkana pour leur faire comprendre la gravité du problème. Les membres de ce Comité ont été convaincus du besoin d'agir immédiatement.

Finalement, la vidéo peut aussi être utilisée comme outil de plaidoyer pour encourager une approche communautaire de gestion des conflits auprès des responsables politiques qui ne sont pas souvent convaincus de la capacité ou du désir des aînés d'initier ou de maintenir la paix. Par exemple, plusieurs enregistrements vidéo, en particulier "*Cooling the Earth*" et "*Talking Peace*", ont été montrés aux comités de sécurité du district dans le Lodwar, Moroto, Kotido et Narus fin 2001 et début 2002. Ces sélections ont été identifiées par le personnel du projet comme extrêmement influentes pour convaincre les administrateurs locaux (commandant et officiers de district, conseillers locaux et autres) qu'une approche communautaire mérite d'être tentée.

## **4.2 Défis et contraintes pendant les Phases 1 et 2**

Vers la fin de la Phase 2, il était clair que le programme de gestion des conflits d'AU/IBAR avait un certain succès sur le terrain : réunions de paix, dialogues et mouvements de paix semblaient tous avoir un impact. Cependant, beaucoup des acquis semblaient éventuellement compromis en raison de la rigueur ininterrompue de l'environnement, et la situation semblait finir par régresser. Comme le projet AU/IBAR venait à terme à la fin de la deuxième phase, plusieurs contraintes et défis clefs qui compromettaient l'impact durable du projet avaient commencé à émerger.

### ● **Etendue de la couverture**

Pendant les deux premières phases du projet, une équipe de terrain de huit personnes essayait de mettre en œuvre des activités de consolidation de la paix et de gestion des conflits dans quatre pays et sur un terrain extrêmement accidenté. Pendant que l'équipe planifiait des activités de manière organisée, son succès à mettre en œuvre ces activités conduisait très souvent à des demandes inattendues de la part des communautés locales, qui souhaitaient qu'elle s'implique dans certains conflits bien précis, tel celui dans le sud Turkana où elle a travaillé pour améliorer les relations entre Pokot et Turkana. Le système de repérage de conflit CATS et l'évaluation d'impacts récente ont confirmé que l'impact du programme pour la paix d'AU/IBAR a été limité par la dimension trop étendue de la région opérationnelle. L'impact a par conséquent été général et peu profond, avec une forte sensibilisation des communautés mais des impacts limités sur les causes des problèmes. Lancer le personnel sur une si grande région signifiait aussi que la tâche consistant à renforcer les capacités des communautés à gérer les conflits futurs sans appui extérieur n'avait pas été priorisée.

### ● **Mise en œuvre des accords de paix**

Malgré son succès dans la facilitation des accords de paix négociés, AU/IBAR a noté que beaucoup de ces accords ont progressivement échoué. Il a été conclu qu'on n'avait pas mis suffisamment l'accent sur les sanctions et le maintien de la paix. Par exemple, les communautés se mettaient d'accord sur un modèle particulier de partage des ressources et fixaient les amendes pour punir ceux qui ne respectaient pas l'accord. Ces contraventions devaient être appliquées par les aînés sur les jeunes de leurs propres communautés et généralement sous forme d'amendes. Un tel système a marché un moment dans des régions comme l'Oropoi le long de la frontière kenyane et ougandaise. Cependant, l'équipe n'a pas prêté suffisamment d'attention aux mécanismes de mise en vigueur des amendes convenues en général, et sur le maintien de la sécurité quotidienne. Les problèmes de rotation du personnel et de disponibilité d'un financement continu sont venus exacerber ce problème.

Dans beaucoup de cas, les communautés et AU/IBAR ont senti que les autorités locales devaient jouer le rôle principal dans l'application des contraventions et la mise en œuvre des accords de paix. Cependant, en dépit de leur participation régulière au processus de négociations, les autorités locales de tous les pays impliqués ont manqué de ressources et de motivations institutionnelles pour rendre effectifs de tels accords.



### ● **Coopération et compétition**

La question de la coordination et de la compétition entre ONG est devenue une contrainte de planification et opérationnelle considérable dans le district Turkana pendant les deux premières phases du projet. Une multiplication d'initiatives de paix avec différentes approches apparut, menée par les différentes ONG et les mécanismes de coordination gouvernementale, et dépendait de la capacité et de l'approche du responsable administratif du district concerné.

Un exemple particulier est la création des comités de paix. L'utilité potentielle de tels comités pour prélever des amendes et pour que les ONG travaillent de façon plus durable avec les institutions traditionnelles (tel que le conseil d'aînés) a été reconnue par les organisations extérieures qui travaillent sur la réduction des conflits au Turkana. Cependant, ces organisations (y compris AU/IBAR) étaient incapables d'adopter ensemble une approche commune, conduisant ainsi à une situation absurde où un emplacement pouvait contenir deux comités de paix différents, soutenus et supervisés par deux ONG différentes.

Cette situation était au moins partiellement résolue à travers un processus de renforcement du comité de surveillance du district et la création par Oxfam du Comité de paix et de développement du district (DPDC). Le DPDC, en tant qu'institution gouvernementale (bien qu'avec une participation et des fonds de la société civile), a nettement plus d'autorité que toute organisation non-gouvernementale individuelle.

Il y avait aussi des contraintes touchant les ONG qui souhaitaient travailler plus étroitement avec les organisations de base, y compris celles qui avaient été créées à la suite du programme de gestion des conflits dans le district. Primo, les restrictions du donateur ont porté sur le transfert de fonds à certaines organisations de base dont la plupart n'avaient pas d'expérience prouvée en la matière. Secundo, les ONG travaillant dans la région n'ont pas été capables de dégager un modus operandi de coopération avec ces organisations de base.

En général, et malgré le progrès positif dans la coordination par les autorités locales entre 2000 et 2001, il peut être conclu que les échecs de coordination entre ONG ont été un frein majeur aux opérations de consolidation efficace de la paix au Turkana et dans les pays environnants.

## 5. Phase 3 : vers une définition de politique

### 5.1 Activités de la Phase 3 (mi-2003 – début 2005)

Dans la Phase 3, le travail opérationnel a été réduit progressivement au Turkana, faisant place à la réflexion grandissante sur les leçons apprises et mettant plus d'accent sur les processus de politiques et de changement institutionnel.

Les activités clefs pendant cette phase ont inclus une évaluation externe d'impacts des activités de terrain, entreprises fin 2003 et début 2004 (AU/IBAR 2004a), appuyée par une consultation externe antérieure sur les aspects genre du projet (AU/IBAR 2003a). AU/IBAR a aussi publié une note de politique pour informer sur les conflits dans les régions pastorales (AU/IBAR 2003d), ainsi qu'un livre sur le pastoralisme dans la plaine du Karimojong (AU/IBAR 2003b).

En même temps, AU/IBAR a commencé à engager des discussions avec les politiciens et les décideurs politiques du Kenya, d'Ouganda et de Tanzanie. Une visite d'étude à l'intention des parlementaires du Kenya et d'Ouganda dans les districts Turkana et Pokot ouest a été organisée avec le Forum Amani (Amani Forum 2004). AU/IBAR a aussi commandité des études politiques pertinentes sur la réussite de l'agriculture irriguée comme interventions de la paix au nord du Kenya (AU/IBAR 2004b).

Pendant cette troisième phase du projet, AU/IBAR a aussi intégré le Fonds pour la paix au Soudan financé par USAID et dirigé par l'ONG américaine PACT. Cela a permis à AU/IBAR de tester et de mieux raffiner ses méthodes et approches à travers une expansion limitée avec les Toposa dans l'Equatoria oriental, au sud du Soudan.

L'expansion horizontale s'est aussi produite car les autres organisations ont aussi adopté et adapté quelques-unes des méthodes développées pendant les deux premières phases du travail d'AU/IBAR. Au Soudan par exemple, la section nord du PNUD a proposé l'Initiative de pacification des communautés pastorales dans la région des Abyei sur la ligne de démarcation entre le nord et le sud, pendant que le Conseil National des églises du Kenya a expérimenté l'approche du mouvement des femmes

pour la paix. Vétérinaires Sans Frontières-Allemagne a aussi cherché à appliquer quelques-unes des approches dans ses activités de terrain au Ny'angachor et Boma dans la partie orientale du sud Soudan.

## **5.2 Leçons apprises durant la Phase 3**

### **L'impact limité des approches de terrain sur les causes profondes des conflits**

Grâce à son expérience de gestion des conflits sur le terrain, AU/IBAR s'est rendu compte graduellement que les approches de terrain pour la gestion des conflits, bien qu'importantes en elles-mêmes, peuvent seulement avoir un impact limité sur les causes profondes des conflits. En effet, les interventions sont centrées sur les acteurs eux-mêmes, plutôt que sur les facteurs qui contribuent et entretiennent les situations de conflit.

Ces facteurs peuvent être divisés en causes structurelles et causes immédiates. Les causes structurelles incluent la diminution de l'espace accessible aux pasteurs, la réduction de la taille du troupeau familial suite à des sécheresses répétées et la perte d'animaux qui s'ensuit, et les facteurs sociaux telle que la dote traditionnelle (AU/IBAR 2003d ; AU/IBAR 2005b). Les causes "de proximité" ou causes intermédiaires de conflit incluent la disponibilité d'armes automatiques, la mauvaise gouvernance et la commercialisation du bétail volé par razzia par exemple ; de telles causes sont difficiles à résoudre au niveau local.

Les méthodes communautaires d'AU/IBAR peuvent avoir et ont un impact sur quelques-unes des causes structurelles des conflits, mais de façon très limitée. Par exemple, les mouvements des femmes pour la paix ont souvent conduit à des discussions passionnées au niveau de la communauté au sujet de la dot, et c'est possible que certaines femmes exceptionnellement puissantes aient soulevé cette question dans leurs propres communautés et leurs propres familles par la suite. Cependant, la plupart de ces problèmes structurels ont besoin d'être abordés à la fois au niveau local et par les organes nationaux et régionaux responsables du développement et de la sécurité.

## **Le besoin de lier la gestion communautaire traditionnelle des conflits avec les structures gouvernementales locales**

Un nouvel aspect qui a émergé pleinement pendant la troisième phase d'AU/IBAR fut la reconnaissance formelle des mécanismes de gestion communautaire et de leur intégration conséquente dans les structures gouvernementales. Cela a été largement pris en compte à travers la création des DPDC. Ceux-ci ont été pilotés par Oxfam dans le district de Wajir et ont été adoptés par le gouvernement du Kenya dans beaucoup de districts arides et semi-arides du pays au cours des 10 dernières années. Dans le Turkana, les principales ONG qui travaillent dans le domaine de la paix se sont toutes prononcées en faveur de cette approche, mettant de côté beaucoup de leurs divergences méthodologiques et d'approches antérieures.

Les DPDC fournissent un forum où gouvernement et société civile siègent conjointement, et qui est capable de répondre rapidement aux incidents de violence. Un comité typique inclut les notables, fonctionnaires du gouvernement, ONG, organisations de base et organisations féminines. Quelquefois de tels comités sont présidés par le responsable du district, bien que ce ne soit pas toujours le cas. Leurs mandats sont vastes et non uniformes dans le pays, bien que le Comité de la direction nationale de gestion des conflits travaille sur un ensemble de termes standards de référence pour les comités. Beaucoup de comités ont été financés par les fonds du projet de gestion des terres arides d'Oxfam GB, bien qu'il y ait maintenant une pression sur le gouvernement pour les financer par les budgets nationaux et locaux. Les comités sont étroitement liés au Comité de surveillance du district avec le vaste mandat de coordination de toutes les activités de développement avec le Groupe de la sécurité du district. Ils se sont à plusieurs reprises avérés efficaces dans la réduction des conflits violents. Ils ont aussi amélioré la coordination entre les ONG en créant un forum légitime pour discuter des questions d'approche, et en assumant un rôle de coordination dans la gestion et l'édification de la paix. En outre, les DPDC ont mis les collectivités locales au cœur de la surveillance des efforts de gestion et de consolidation de la paix. Le succès de ces structures a eu une influence sur les autres parties de la région (Oxfam 2003 ; IIED 2002 ; Responding to conflict n.d.).

S'appuyant sur ces leçons, AU/IBAR a essayé d'accorder une plus grande importance à la participation des collectivités locales à des structures de type DPDC dans les activités de terrain entreprises au sud du Soudan pendant la Phase 3 du projet. AU/IBAR a cherché à améliorer la mise en

œuvre et le maintien des accords de paix en encourageant la participation des autorités locales avec les aînés, en assurant la documentation adéquate des accords à l'aide d'experts légaux et en utilisant les mouvements pour la paix comme méthodes de dissémination des accords. De plus, AU/IBAR a essayé d'incorporer les leçons tirées de l'expérience d'Oxfam, par exemple en proposant une structure "en cascade" de comités de paix et de développement, allant de la région jusqu'au niveau villageois, et qui sera liée en même temps aux collectivités locales émergentes dans les régions sous le contrôle du Mouvement de la libération du peuple du Soudan (SPLM). Oxfam GB applique aussi ces approches ailleurs dans le sud du Soudan à Cuiebet, Rumbek et Mundri.

Malgré le succès des DPDC et des comités de la paix villageois, ces structures restent légalement ambiguës. Elles n'ont pas de statut propre et leurs activités ne semblent pas se plier à la loi, en particulier dans le cas de paiement d'amendes pour le règlement d'affaires. L'interface entre les mécanismes coutumiers de règlement de différend et la loi statutaire exige d'être étudiée plus en profondeur, ainsi que la résolution de tensions possibles comme sur les aspects des droits de l'homme, la définition de la juridiction et les procédures d'appel.

### **L'importance d'une structure de coordination nationale et son rôle potentiel**

Le changement de gouvernement à la fin 2002 a marqué un changement du contexte politique au Kenya. Un résultat particulier fut la création réussie du Comité national de pilotage de suivi de la gestion des conflits (NSCCM).<sup>16</sup> Cet organisme regroupant les acteurs clefs au sein de la présidence est maintenant le point focal des débats sur la paix et la sécurité entre le gouvernement et la société civile au Kenya. Le NSCCM s'est montré influent auprès des organismes régionaux tel que REDSO/USAID qui a encouragé les pays voisins à suivre l'exemple. Ainsi, l'Ouganda projette d'établir une structure de politique nationale de coordination de gestion des conflits.

---

16. Le NSCCM a été initié et est appuyé par Oxfam GB et ITDG, avec des fonds complémentaires du PNUD, d'USAID, et de DFID. Son installation avait été entravée par la méfiance du gouvernement précédent vis-à-vis du Conseil national des églises du Kenya qui devait être membre du comité. Le NSCCM a été lancé immédiatement après le changement de gouvernement en 2002. Les autres membres sont : le Forum africain pour la paix, le Centre de recherche et d'information sur la sécurité, Saferworld, le Conseil suprême des Musulmans du Kenya et PEACENET-Kenya, en partenariat avec le commissaire de la police et le secrétaire général du Ministère des affaires étrangères.

Le NSCCM a bien sûr beaucoup de défauts. Les questions pastorales représentent une partie de leur travail et on peut observer qu'il y a peu de véritables pasteurs au sein du comité, voire aucun. Néanmoins, il y a, au moins à présent, une bonne volonté de la part de beaucoup d'acteurs de donner au NSCCM le temps de s'implanter et de revoir les politiques actuelles en place. Bien que la pression soit toujours de mise pour essayer de résoudre les conflits immédiats, les premiers signes montrent que le NSCCM est relativement lent à comprendre les causes profondes des conflits. Il est encore trop tôt à ce stade pour dire si l'environnement politique et institutionnel permettra d'entreprendre des actions de coordination significatives pour s'attaquer aux causes profondes et aux manifestations des conflits.

Il y a plusieurs questions clefs que le NSCCM est bien placé pour résoudre. Premièrement, la question d'amendes coutumières dans laquelle AU/IBAR a un intérêt particulier a besoin d'être résolue rapidement. Partout au nord du Kenya, dans les régions pastorales d'Ethiopie, du Karamoja en Ouganda, et dans beaucoup d'autres parties du sud du Soudan, le règlement des différends par la compensation en bétail est répandu et permet d'éviter l'escalade des disputes en conflits violents. Intégrer ces systèmes coutumiers dans le système légal réglementaire au Kenya est un défi clef urgent, en particulier pour ce qui est d'établir des mécanismes de respect des droits de l'homme et de s'assurer que les amendes sont proportionnelles.

Deuxièmement, il y a une forte raison de proposer que le NSCCM soit mandaté comme le point focal national pour tous les Comités de paix et de développement de district, et ait le pouvoir de les coordonner. Ces comités ont besoin de reconnaissance légale, avec une définition claire de leur mandat, leurs rôles et responsabilités (à présent, sans une reconnaissance formelle, l'efficacité de ces structures de paix dépend de la bonne volonté du commandant du district en place). En même temps, il y a un besoin de clarifier les liens entre les DPDC et les autres organismes gouvernementaux au niveau du district comme le Service de développement rural et le Groupe de pilotage du district. D'autres éclaircissements sont nécessaires par rapport aux principes d'utilisation de la force par le gouvernement dans la gestion des conflits, peut-être à travers le renforcement du rôle actif des responsables de district et la délégation de pouvoirs aux commandants de district pour l'utilisation de la force en cas de besoin.

Tandis que la participation d'un grand nombre d'organisations de la société civile au NSCCM constitue sa force, elle présente aussi le risque que les autres départements du gouvernement ne prennent pas l'initiative sérieusement et voient toute réforme de politique proposée par le NSCCM comme un "document ONG" plutôt qu'une partie intégrante de la politique du gouvernement. Il est important par conséquent que la participation d'autres départements du gouvernement soit encouragée pour une plus grande appropriation du processus et surtout des résultats par le gouvernement.

### **L'importance de l'expérience de terrain pour la crédibilité dans la réforme politique**

AU/IBAR a été un acteur du débat politique, tout comme le NSCCM et des organisations telles qu'Oxfam GB et ITDG. Sa capacité de participer à ce débat est cependant liée à la crédibilité et à l'expérience de l'organisation à travers un nombre considérable d'activités de terrain. Sans cela, l'influence d'AUIBAR aurait été diminuée de façon significative.

### **Le rôle des facteurs externes**

Bien que le programme de gestion des conflits d'AUIBAR ait mûri lors de son expérience de terrain en phases 1 et 2 du projet, cette implication dans le débat de la politique n'aurait pas été possible sans changements considérables dans le contexte politique externe. Premièrement, la recherche cruciale d'Oxfam GB dans les districts arides du Kenya a eu un effet considérable sur le contexte politique. Deuxièmement, le changement de gouvernement vers la fin 2002 a eu un impact considérable sur les rapports entre la société civile et le gouvernement.

### **L'importance de données à jour sur les conflits**

La gestion traditionnelle de l'insécurité de gouvernement à gouvernement n'utilise pas toujours les connaissances et ressources locales. L'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) a créé le Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN) pour suivre les conflits et informer les pays membres de l'IGAD.<sup>17</sup> Le CEWARN est maintenant partiellement opérationnel dans l'ensemble Karimojong, collectant les données par ses moniteurs sur le terrain dans des zones

---

17. Kenya, Ouganda, Soudan, Djibouti, Ethiopie et Erythrée.

potentiellement conflictuelles, qui à leur tour informent le coordinateur national, qui lui aussi transmet à l'organisation de recherche nationale. Avant que toute action ne soit entreprise, ces renseignements sont soumis à l'examen de l'Unité d'alerte précoce composée de plusieurs acteurs clefs (CEWARU) aussi bien qu'à un mécanisme de révision des pairs, et transmis au Ministère des affaires étrangères.

Bien que les données du CEWARN restent d'un accès extrêmement difficile pour le public, le mécanisme a un impact politique sûr. Dans la région, les gouvernements deviennent conscients de l'ampleur des conflits pastoraux le long de leurs frontières et ces renseignements parviendront peu à peu au domaine public.



## 6. Le programme futur de consolidation de la paix et de gestion des conflits

Une des leçons clefs tirées du programme de gestion des conflits d'AU/IBAR a été de réaliser que la gestion communautaire à elle seule ne peut résoudre de façon adéquate les causes structurelles et immédiates des conflits dans les zones pastorales. Les causes structurelles incluent la pauvreté aiguë, les traditions culturelles de paiement de la dot, la razzia et les habitudes guerrières, aussi bien que l'héritage colonial et post-colonial d'unités administratives basées sur les groupes ethniques et les frontières internationales arbitraires.

Cependant, les limitations des approches communautaires ne veulent pas dire que la gestion communautaire des conflits ne peut pas contribuer de façon considérable à gérer les conflits dans l'ensemble Karimojong. Le travail de terrain s'est avéré extrêmement important pour générer des leçons et donner le "droit à la parole" à AU/IBAR dans une nouvelle arène politique. L'expérience d'AU/IBAR suggérerait par conséquent que les activités à la fois au niveau communautaire et au niveau politique et institutionnel sont nécessaires.

Le défi pour le programme de gestion des conflits d'AU/IBAR, comme dans son programme vétérinaire et de santé animale, est de démontrer où se situe sa valeur ajoutée. Pour AU/IBAR, la meilleure forme institutionnelle paraît être le partenariat avec l'administration nationale et locale aussi bien qu'avec les institutions régionales pour développer des cadres analytiques, des politiques et organisations qui peuvent s'attacher aux signes visibles des conflits aussi bien qu'aux causes sous-jacentes.

Fort de son expérience auprès de l'ensemble Karimojong, AU/IBAR est convaincu que les ONG et les organisations de base sont les meilleurs canaux pour mener le type de travail communautaire décrit ci-dessus. Elles sont proches des communautés, engendrent des coûts relativement bas et sont, dans beaucoup de cas, plus adaptées au contexte local que les organisations gouvernementales et intergouvernementales. Dans sa vision de l'avenir, AU/IBAR souhaite contribuer au débat politique sur les questions de conflit et d'insécurité au niveau régional. Cela inclurait l'in-

terface entre lois formelles et informelles, la gestion des razzias et de l'insécurité par les forces de l'ordre, les questions de désarmement dans les zones pastorales, la mise en relation des représentants locaux de part et d'autre des frontières internationales, et la mise en place de perceptions et de procédures communes pour le règlement des conflits. AU/IBAR voudrait aussi agir comme lien entre certaines ONG/organisations de base et les structures gouvernementales nationales et régionales, continuer à fournir de nouvelles leçons et expériences de terrain au débat politique et créer un réseau d'expérience dans la région.

Avec ceci à l'esprit, AU/IBAR a proposé un rapport beaucoup plus proche avec le Département pour la paix et la sécurité de l'Union africaine (AU/PSD) à Addis Ababa pour les travaux futurs dans le domaine de la paix et de la gestion des conflits. Le travail doit être basé sur une compréhension du système pastoral comme moyen d'existence, mais serait étroitement lié au mandat d'AU/PSD. La reconnaissance récente par AU/PSD de la capacité d'AU/IBAR à s'impliquer dans la gestion des conflits a été un pas considérable en avant.

Le futur programme d'AU/IBAR sera mis en œuvre en collaboration avec l'IGAD et en particulier avec le mécanisme CEWARN, et sera consacré aux questions politiques importantes dans les zones arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique. Il interviendra au niveau régional et aura comme but : l'amélioration de la gestion des conflits et de la coordination par les institutions gouvernementales ; l'amélioration des opportunités de commercialisation transfrontalière du bétail et l'accès aux services de santé animale ; le renforcement des capacités de négociation des pasteurs pauvres sur les questions de politique régionale des zones frontalières arides et semi-arides.

En conclusion, cette analyse a essayé de faire partager des expériences, succès et réflexions critiques acquis par AU/IBAR à travers plus de cinq années de travail de terrain dans l'ensemble Karimojong. Au cours de ce processus, AU/IBAR a été inspiré par d'autres organisations qui ont partagé leurs expériences de la même façon et voudrait encourager les autres qui travaillent dans le même domaine à s'engager dans un processus similaire pour leur propre avantage et celui des autres.

# Bibliographie

Akabwai, D. (n.d.) *Extension and livestock development: Experience from among the Turkana Pastoralists of Kenya*. ODI Pastoral Development Network Papers 33b. Disponible en anglais à <http://www.odi.org.uk/pdn/papers/33b.pdf>

Amani Forum (2004) *Fact finding mission to the North Rift August 2004*. Amani Forum, Nairobi.

AU/IBAR (1999) *Toposa-Nyangatom-Turkana Elders Meeting Lokichoggio, July 1999*. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2001a) *Talking Peace*. Documentaire vidéo de la réunion des femmes sur l'harmonisation des frontières, Lokichoggio. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2001b) *Mbale Meeting Report May 2001*. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2001c) *Formalisation of Village Peace Committees in the Karamoja Cluster*. Rapport de consultation par Nathalie Gomes. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2003a) *Pastoral Women as Peacemakers*. Rapport de consultation pour AU/IBAR par Cathy Watson. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2003b) *Pastoral Visions: Photographs and Voices from the Karamojong Cluster*. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2003c) *The Moroto Cross-Border Peace Meeting 6-7 June 2003*. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2003d) *Policy Briefing No 10: Pastoralism and Conflict*. AU/IBAR, Nairobi.

AU/IBAR (2003e) *Akoret-Kapedo-Chemolingot Follow Up Peace Meeting*. AU/IBAR, Nairobi.

- AU/IBAR (2004a) *Assessing the Impact of Conflict Management Activities in the Karamojong Cluster*: Rapport de consultation pour AU/IBAR par Acacia Consultants. AU/IBAR, Nairobi.
- AU/IBAR (2004b) *The peace centre model: learning from experience in Kenya*. Rapport de consultation pour AU/IBAR par Acacia Consultants. AU/IBAR, Nairobi.
- AU/IBAR (2005a) *Three methodologies for working with conflict in pastoralist areas*. AU/IBAR, Nairobi.
- AU/IBAR (2005b) *Conflict in the Karamojong Cluster*. AU/IBAR, Nairobi.
- Birch, I. & Shuria, H.A.O. (2002). "*S'approprier de l'avenir*" : La création d'institutions pastorales dans le Nord du Kenya. Dossier no. 114. IIED, Londres.
- Catley, Blakeway & Leyland (2002) *Community-based animal healthcare. A practical guide to improving primary veterinary services*. ITDG/Vetnetwork, Londres.
- Dyson-Hudson, N. (1966) *Karamojong Politics*. Clarendon Press, Oxford.
- IIRR and Acacia Consultants (2004) *Drought Cycle Management: A toolkit for the drylands of East Africa*. International Institute of Rural Reconstruction and Acacia Consultants, Nairobi.
- Minear, L. (2002) *Pastoralist Community Harmonisation in the Karamoja Cluster: Taking it to the Next Level*. OAU/IBAR, Nairobi.
- Oxfam (2003) *Oxfam GB-Funded Peacebuilding Initiatives in the Arid Districts of Kenya: Lessons and Challenges*. Oxfam GB, Nairobi.
- Responding to Conflict (n.d) *The Wajir Story*. Responding to Conflict/Coalition for Peace in Africa, Birmingham.
- Somjee, S.H. (ed.) (1998) *Honey and Heifer, Grasses, Milk and Water: A Heritage of Diversity in Reconciliation*. Nairobi.

Soper, R.C. (ed.) (1985) *Socio-Cultural Profile of Turkana District*. Institute of African Studies, University of Nairobi and Ministry of Finance and Planning, Nairobi.

Waithaka, D. (2001) *Breaking the Spears and Cooling the Earth*. OAU/IBAR, Nairobi.



Améliorer les conditions de vie des populations des zones arides de l'Afrique : c'est là l'objectif du Programme Zones Arides de l'IIED.

Nos priorités consistent à :

- renforcer les capacités des populations locales à gérer leurs ressources de manière durable et équitable ;
- promouvoir des politiques et institutions qui garantissent des processus de prise de décisions participatifs ;
- intervenir dans des processus internationaux qui favorisent les besoins des populations des zones arides.

Avec différents partenaires d'Afrique et d'Europe, nous menons des recherches sur des thèmes politiques clés concernant directement les populations pauvres, et nous encourageons un dialogue informé sur ces thèmes. Notre travail englobe un large éventail de domaines, allant du foncier et de l'accès équitable aux ressources naturelles à l'avenir des exploitations familiales dans un contexte de mondialisation ; du développement pastoral et de la gestion des ressources naturelles communes à la gestion des ressources transnationales ; de la bonne gouvernance et de l'inclusion sociale aux liens entre les sphères rurale et urbaine ; de l'alphabétisation et de la participation démocratique à l'intégration régionale et aux migrations internationales.

Ces Dossiers constituent un forum d'échange pour les praticiens du développement et les décideurs politiques, leur permettant de partager leurs idées et expériences relatives aux problématiques de développement affectant les populations des zones arides.

Les Dossiers sont publiés en français et en anglais. Ils peuvent être téléchargés sur notre site web à [www.iied.org/drylands/pubs/issuepapers.html](http://www.iied.org/drylands/pubs/issuepapers.html)

**International Institute for  
Environment and  
Development**  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD  
UK

Tél : (+44 20) 7388 2117  
Fax : (+44 20) 7388 2826  
Email : [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org)  
Site web : [www.iied.org](http://www.iied.org)

ISSN 1357 9312  
ISBN 1 84369 579 0